



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 05 NOVEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quinze le cinq novembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Participation aux frais de dépollution du lot n°7 de la ZAC Chabran

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Raymond BORIO, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, Sandrine MARY-BOUZEREAU, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à André MENET, Nicole FANELLI pouvoir à Jean-Pierre MOMBAZET, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Alain VIGIER, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Sophie DUFOUR, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Florence LEROUX, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 13/11/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le : 13/11/2015

Dans le cadre du projet de la ZAC Chabran, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a acquis un terrain composant le lot n°7 de ladite ZAC par acte en date du 6 décembre 2012 pour un montant total de 456 000 €.

Ce dernier est réservé à la construction d'un gymnase régional, rattaché au lycée Jean Moulin et doit donc, à ce titre, être rétrocédé à l'euro symbolique à la Région Provence Alpes Côte d'Azur, maître d'ouvrage du gymnase.

Pour parfaire l'information, par délibération en date du 2 avril 2015 n° C_2015_023, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 583 200 € en échange d'un complément au programme de travaux comprenant la réalisation :

- d'une tribune de 177 m² avec 228 places ;
- d'un logement de gardien de type 4 avec garage ;
- de locaux supplémentaires à usage associatif, à savoir un bureau de 15 m², un local rangement de 18 m², une salle de réception de 40 m².

En sa qualité de concessionnaire de l'opération ZAC CHABRAN, la SAIEM a commandité une étude en 2008 au Bureau BURGEAP, consistant en des prélèvements et analyses d'échantillons de sol et des diagnostics de pollution dans le cadre notamment de la réhabilitation du lot n° 7 destiné à l'implantation d'un gymnase.

Ces études ont mis en évidence des impacts en hydrocarbures et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP liés probablement aux activités militaires sur le lot n° 7).

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a donc demandé, en vertu du principe « Pollueur-Payeur » inscrit à l'article L110-1 II 3° du code de l'environnement, la prise en charge par le Ministère de la Défense des frais générés par les mesures de traitement de cette pollution. L'État-major de la Région Terre Sud-Est s'est engagé par courrier en date du 29 décembre 2013 à participer aux opérations de dépollution pour le traitement des seules terres excavées au droit du terrain.

Dans le cadre des travaux de la ZAC Chabran, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a commandité un plan de gestion des terres polluées avec confinement sur site. Ces travaux comprennent les études, le confinement des terres, le terrassement, le remblaiement et une mission de géomètre.

Cette dépollution a donc permis d'entreprendre le démarrage de la construction du gymnase Chabran.

Ainsi, le montant total de la dépollution réalisée s'élève à 50 714 € TTC (cinquante mille sept cent quatorze Euros) et a été financé dans le cadre de la ZAC.

La ZAC ayant été clôturée le 15 juillet 2014, la somme due par l'Etat est donc directement reversée à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, concédant de la ZAC.

Au vu de ces éléments, le Ministère de la Défense s'est engagé par lettre du 3 juin 2015 à participer à hauteur de 40 % sur ce montant total engagé par la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour cette opération de dépollution, soit une participation financière de 20 285,60 € (vingt mille deux cent quatre-vingt-cinq Euros et soixante centimes).

Afin de mettre en œuvre cette participation, le Ministère de la Défense propose à la Communauté d'agglomération la signature d'une convention de participation financière jointe en annexe.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Urbanisme en date du 20 octobre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de participation financière de l'Etat ainsi que tout document afférent à ce partenariat.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 05 novembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valent rejet.